



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331  
cedex  
31776 Colomiers

Colomiers, le 17/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ARIANEGROUP**

Chemin de la Loge  
CS 54411 cedex 4  
31405 Toulouse

Références : 2026/ 078  
Code AIOT : 0006802944

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2026 dans l'établissement ARIANEGROUP implanté Chemin de la Loge CS 54411 cedex 4 31405 Toulouse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'exploitation d'une unité d'oxydation hydrothermale supercritique à titre expérimental a été autorisée par arrêté préfectoral complémentaire du 04 juillet 2025. L'inspection vise à vérifier les conditions d'exploitation de cette unité.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARIANEGROUP

- Chemin de la Loge CS 54411 cedex 4 31405 Toulouse
- Code AIOT : 0006802944
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société ArianeGroup (ex Airbus Safran Launchers, ex Herakles) exploite une usine de fabrication de produits pour le secteur spatial et la chimie fine, située sur l'île du Ramier à Toulouse.

### Thèmes de l'inspection :

- AN26 Réduction des rejets aqueux de PFAS

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Zone de stockage des déchets	AP Complémentaire du 04/07/2025, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Conditions générales des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 04/07/2025, article 6.1	Demande d'action corrective	1 mois
11	Surveillance des émissions atmosphériques	AP Complémentaire du 04/07/2025, article 6.2	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Quantité maximum de stockage des déchets	AP Complémentaire du 04/07/2025, article 4.3	Sans objet
2	Nature des déchets autorisés	AP Complémentaire du 04/07/2025, article 4.2	Sans objet
4	Quantité maximum de déchets traités	AP Complémentaire du 04/07/2025, article 2	Sans objet
5	Zone d'implantation du pilote	AP Complémentaire du 04/07/2025, article 3	Sans objet
6	Durée de l'autorisation	AP Complémentaire du 04/07/2025, article 4.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Conditions générales des rejets aqueux	AP Complémentaire du 04/07/2025, article 5.1	Sans objet
8	Respect des valeurs limites de rejet (rejet aqueux)	AP Complémentaire du 04/07/2025, article 5.2	Sans objet
9	Surveillance des rejets aqueux	AP Complémentaire du 04/07/2025, article 5.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le traitement des déchets dans le pilote a été effectué dans le respect des conditions fixées par l'autorisation (quantité maximum journalière et mensuel, nature des déchets...). Concernant le suivi des effluents générés par le pilote, l'exploitant doit étudier les améliorations au protocole mis en place.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Quantité maximum de stockage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/07/2025, article 4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les quantités maximales en attente de traitement susceptibles d'être présentes sur site s'élèvent de 100 m <sup>3</sup>
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un fichier de suivi où l'ensemble des déchets entrants sont saisis. Ce fichier contient notamment les informations suivantes : dénomination, n° d'identification, aspect, date de réception, poids, concentrations en fluor organique total (TOF), concentration en DCO. Le fichier permet de déterminer si le déchet a fait l'objet d'un traitement ou est en attente de traitement. L'exploitant a également établi une instruction interne définissant les modalités d'identification des GRV et des fûts. L'inspection a pu consulter le fichier de suivi de l'exploitant. Au jour de la visite, le fichier fait état d'un stock de déchets à traiter comportant 22 GRV et 6 fûts pour un total de 20,7 m <sup>3</sup> . Sur la zone de stockage, l'inspection a constaté la présence des 22 GRV et des 6 fûts.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Nature des déchets autorisés

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/07/2025, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation du pilote de traitement est autorisée à traiter des déchets non dangereux d'effluents contenant des PFAS dont la concentration est inférieure à 100 mg/L (100 ppm) . En référence à la décision n° 2014/955/UE du 18/12/14, la liste des déchets non dangereux pouvant être traités dans l'installation est la suivante :</p> <p>16 07 : Déchets provenant du nettoyage de cuves et fûts de stockage et de transport (sauf chapitres 05 et 13)</p> <p>16 07 99 : Déchets non spécifiés ailleurs</p> <p>16 10 : Déchets liquides aqueux destinés à un traitement hors site</p> <p>16 10 02 : Déchets liquides aqueux autres que ceux visés à la rubrique 16 10 01</p> <p>16 10 04 : Concentrés aqueux autres que ceux visés à la rubrique 16 10 03</p> <p>19 09 : Déchets provenant de la préparation d'eau destinée à la consommation humaine ou d'eau à usage industriel</p> <p>19 09 04 : Charbon actif utilisé</p> <p>19 09 05 : Résines échangeuses d'ions saturées ou usées</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique n'avoir reçu à date que des eaux de rinçage d'équipements ayant contenu des émulseurs. Les déchets proviennent de deux producteurs distincts. Le code déchet affiché sur les GRV et les fûts est le 16 07 99.</p> <p>Afin de vérifier que la concentration en PFAS dans les déchets traités est inférieure à 100 mg/L, l'exploitant indique qu'il effectue sur chaque contenant entrant une analyse du Fluor Organique Total (TOF). Il justifie que cette méthode est majorante par rapport notamment à l'AOF (Fluor Organique Adsorbable).</p> <p>L'exploitant indique procéder à un mélange des lots de déchets permettant d'homogénéiser les effluents à traiter. A partir des 35 contenants d'un même producteur, 11 mélanges ont été constitués. Les concentrations en TOF des mélanges varient de 18,1 à 35,4 mg/L. Les résultats donnent des concentrations en fluor qui doivent être converties en approximation de la concentration massique de PFAS.</p> <p>En appliquant un facteur de conversion de 1,45 pour obtenir une approximation de la concentration en PFOA équivalent, l'inspection estime que les concentrations en PFOA équivalent sont comprises entre 26,3 et 51,3 mg/L.</p> <p>Les mesures sont réalisées en interne. L'inspection indique qu'il est pertinent d'effectuer régulièrement des mesures comparatives (analyse en interne + analyses externes du même échantillon) afin de fiabiliser les mesures effectuées par l'exploitant.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant :</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- de justifier le choix de retenir une mesure de la concentration fluor organique total (TOF) pour vérifier la conformité des déchets entrants,</li> <li>- de préciser le facteur de conversion en concentration en PFAS retenu,</li> <li>- d'effectuer des mesures comparatives de la concentration en TOF afin de fiabiliser son autosurveillance de la qualité des déchets à traiter.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Zone de stockage des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/07/2025, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les stockages de déchets sont localisés sur le plateau technique dans le bâtiment 370 et sur une dalle extérieure étanche.
<b>Constats :</b>  Le jour de la visite, les déchets à traiter sont situés dans le bâtiment 370 soit au niveau du pilote, soit au rez de chaussée du bâtiment. L'exploitant indique que la zone du rez de chaussée est connectée à l'ouvrage de confinement du site et qu'en cas de déversement cet ouvrage pourra être fermé afin de contenir les effluents.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de justifier que les déchets à traiter sont stockés dans des conditions permettant de prévenir toutes pollutions des eaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 4 : Quantité maximum de déchets traités**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/07/2025, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nature des installations autorisées
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le pilote industriel de traitement des déchets non dangereux par le procédé d'oxydation hydrothermale supercritique relève des rubriques ICPE suivantes : [...] <b>2771:</b> Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2971 et des installations consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910 (A) Quantité maximum de déchets traités: 28t/mois, avec un débit maximum journalier de 4,8m3/j
<b>Constats :</b>

<p>Au jour de la visite, l'exploitant a traité, sur son pilote, 31 tonnes de déchets entre le 16 juillet 2025 et le 26 novembre 2025.</p> <p>L'exploitant tient un fichier de suivi indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de traitement</li> <li>- le type de fonctionnement de l'installation (journée ou continu),</li> <li>- la dénomination du déchet et le numéro du mélange traité,</li> <li>- le taux de fluor organique total du lot traité,</li> <li>- la quantité traitée.</li> </ul> <p>L'inspection a pu consulter le fichier de suivi de l'exploitant.</p> <p>La quantité maximum mensuelle a été respectée avec le traitement de 15,7 tonnes au mois d'octobre.</p> <p>La quantité maximum journalière a également été respectée avec le traitement de 2,8 m<sup>3</sup> le 7 octobre 2025.</p> <p>L'exploitant précise que la capacité maximale de travail du pilote ne permet pas de dépasser la quantité maximum journalière.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Zone d'implantation du pilote**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/07/2025, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nature des installations autorisées</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est composée d'un réacteur d'oxydation hydrothermale supercritique et ses utilités situés dans le bâtiment existant 370.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le pilote est bien installé dans le bâtiment 370.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Durée de l'autorisation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/07/2025, article 4.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nature des installations autorisées</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations du pilote industriel de traitement de déchets sont autorisées pour une durée maximale limitée à deux ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant précise que les premiers essais de traitement ont débuté le 16 juillet 2025.</p> <p>L'inspection rappelle que l'autorisation est délivrée pour une durée de 2 ans à compter de la date</p>

d'autorisation et non de démarrage de l'activité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Conditions générales des rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/07/2025, article 5.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Prévention des pollutions aqueuses
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les effluents traités issus de l'installation de traitement de déchets non dangereux sus-visée peuvent être rejetés au milieu naturel via un émissaire avec les eaux de procédés du site conformément aux dispositions de l'arrêté du 30 janvier 2008 sus-visé. Préalablement au mélange des effluents issus de l'installation de traitement de déchets non dangereux susvisée avec d'autres effluents du site, ces effluents respectent les valeurs limites définies à l'article 5.2 et font l'objet de la surveillance définie au 5.3. Aucun rejet n'est effectué sans avoir fait l'objet d'un contrôle de sa conformité ; la dilution des effluents y compris le mélange de lots de déchets, est interdit. En cas de non-respect des conditions de rejet précisées dans le présent arrêté, les effluents traités sont gérés comme des déchets et dirigés vers une filière de traitement adaptée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique qu'à date aucun rejet n'a été effectué (cf point 8). Les rejets seront effectués après contrôle de leur qualité dans le réseau des effluents industriels du site à proximité immédiate du bâtiment 370.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Respect des valeurs limites de rejet (rejet aqueux)**

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/07/2025, article 5.2

Thème(s) : Actions nationales 2026, Prévention des pollutions aqueuses

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant tout rejet et avant tout mélange des effluents issus du pilote de traitement de déchets avec d'autres effluents du site, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Paramètres	Concentration maximale journalière (µg/L)	Flux maximal journalier (g/j)	Notes
fluor organique absorbable (AOF)	10	0.014	Méthode indiciaire par adsorption du fluor organique
Ion Fluorure	15 000	Si le flux dépasse 150 g/j	Code sandre : 7073



29 PFAS	8	0.01	Par somme PFAS, on entend la somme des 29 substances PFAS listés à l'annexe 1 du présent arrêté Réalisée par un laboratoire COFRAC, à la fréquence d'une analyse toutes les 10t (10 GRV)
---------	---	------	---

Pour chacune des substances PFAS listées à l'annexe 1, une limite de quantification de 20 ng/L maximum est respectée dans la limite des possibilités techniques des laboratoires accrédités. Pour l'utilisation de la méthode indiciaire AOF, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.

#### Constats :

L'exploitant n'a effectué à date aucun rejet. Il a indiqué avoir fait procéder à des analyses par un laboratoire extérieur (prélèvement + analyse) sur 4 lots d'effluents traités. L'inspection a pu consulter les rapports d'analyses pour un des lots (lot n°2).

L'inspection constate que l'AOF et l'ensemble des 29 PFAS spécifiés dans l'arrêté ont bien été analysés.

La limite de quantification pour les PFAS analysés est de 10 ng/L sauf pour le 6:2 FTAB , MeFOSE et PFBA. Pour ces substances la limite de quantification est de 20 ng/L.

L'inspection note que pour le TFA la limite de quantification est de 100 ng/L. L'inspection juge cette limite de quantification acceptable compte-tenu des performances analytiques actuelles.

Le laboratoire d'analyse est bien accrédité et les analyses ont été rendues sous accréditation sauf pour le TFA et AOF.

L'inspection constate des erreurs de report dans le rapport du prestataire entre les bulletins d'analyse du laboratoire et le tableau de synthèse effectué par le prestataire (concentration en 6:2 FTS indiquée à 2229 ng/L contre inférieure à 10 ng/L dans le rapport du laboratoire).

Par ailleurs, le nom du laboratoire indiqué dans le rapport du prestataire ne correspond pas au nom du laboratoire dont les rapports d'analyses sont annexés.

L'inspection constate aussi que le rapport ne précise pas les numéros des GRV qui ont fait l'objet d'un prélèvement. Cette précision dans le rapport du prestataire permettrait d'éviter toute confusion dans la restitution des résultats.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de veiller à ce que les rapports des analyses externalisées permettent une identification des effluents identiques à celle utilisée en interne pour le suivi.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Surveillance des rejets aqueux**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 04/07/2025, article 5.3

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Prévention des pollutions aqueuses

**Prescription contrôlée :**

Avant tout rejet, l'exploitant effectue une analyse de conformité des paramètres visés à l'article 5.2 . L'exploitant définit, à cet effet, un protocole d'échantillonnage tenu à disposition de l'inspection des installations classées. L'analyse porte à minima sur les AOF et fluorures tous les m<sup>3</sup> (soit un GRV) , et la somme des 29 PFAS à minima tous les 10 m<sup>3</sup>, soit tous les 10 GRV. Les mesures (prélèvement et analyse) de la somme des 29 PFAS sont effectuées par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. Le précédent alinéa n'est pas applicable pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF).

**Constats :**

L'inspection a pu consulter le protocole d'échantillonnage de l'exploitant et les résultats associés. Les effluents traités en fonctionnement nominal sont stockés dans des capacités mobiles (GRV de 1000L). Sur chacun de ces GRV, l'exploitant effectue en interne une mesure de l'AOF. Puis les GRV sont regroupés en lot de 10 m<sup>3</sup>. Chaque lot de 10 m<sup>3</sup> fait ensuite l'objet d'une analyse de l'AOF et des PFAS spécifiés dans l'arrêté préfectoral par un laboratoire externe (laboratoire accrédité cf point de contrôle n°8).

Le prélèvement sur chacun des GRV constituant un lot est de même volume (80 ml). L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la nécessité de veiller à un remplissage en volume semblable de chaque GRV afin de s'assurer de la représentativité de l'échantillon reconstitué. A défaut, les volumes de prélèvement individuel doivent être ajustés.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de compléter son protocole d'échantillonnage en précisant les mesures prises pour s'assurer de la représentativité de l'échantillon reconstitué pour chaque lot de 10 m<sup>3</sup>.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Conditions générales des rejets atmosphériques**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 04/07/2025, article 6.1

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions atmosphériques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En sortie de traitement, les effluents atmosphériques sont collectés et dirigés vers l'exutoire général du site réglementé par l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 avril 2010 susvisé et par l'arrêté ministériel du 02 février 1998. L'exploitant surveille les principaux paramètres de procédé pertinents pour les émissions dans l'air, dont le fluorure d'hydrogène (HF) et le fluor organique absorbable (AOF).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les rejets atmosphériques de l'installation sont collectés et dirigés vers les réseaux dédiés du site pour rejoindre l'exutoire générale du site.</p> <p><u>Suivi du fluorure d'hydrogène (HF)</u>  L'instruction de l'exploitant décrivant le protocole d'échantillonnage précise « <i>par les mesures en place, il n'y a pas dans les effluents gazeux émis par l'installation de fluorure d'hydrogène</i> ». En effet, l'exploitant justifie que le fluorure d'hydrogène dans les conditions de fonctionnement du réacteur se dissout et se dissocie en acide fluorhydrique qui est neutralisé par l'ajout de soude. Aucune mesure de fluorure d'hydrogène n'a été effectuée.  L'inspection estime que le suivi du pH n'est pas suffisant pour justifier l'absence d'HF. Des mesures sont nécessaires.</p> <p><u>Suivi du fluor organique absorbable (AOF)</u>  L'instruction de l'exploitant décrivant le protocole d'échantillonnage prévoit bien la mesure de l'AOF lors du fonctionnement du réacteur. L'exploitant a présenté des résultats des analyses conduites.</p> <p>L'exploitant indique qu'il envisage d'installer un condenseur sur la sortie air du réacteur afin de capter les PFAS résiduels en phase liquide. Dans ce cadre le protocole d'échantillonnage va être revu, le prélèvement sur les effluents gazeux sera effectué en aval du condenseur.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de procéder à des mesures du fluorure d'hydrogène.</p> <p>Enfin, l'inspection demande à l'exploitant d'étudier la possibilité de mettre en parallèle un mesurage des effluents gazeux avec un dispositif de prélèvement tel que décrit dans la norme XP X43-126 et un autre avec celui utilisé afin de pouvoir comparer les résultats.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/07/2025, article 6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions atmosphériques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ces émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité Français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. Dans un délai n'excédant pas 6 mois après la mise en service des installations, l'exploitant fait réaliser une campagne de prélèvement et d'analyse des substances per et polyfluoroalkylées dans les émissions atmosphériques de l'installation en respectant les dispositions techniques des articles 2, 3 et 4 de l'arrêté ministériel du 31 octobre 2024 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les émissions atmosphériques des installations d'incinération, de co-incinération et d'autres traitements thermiques de déchets.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que les mesures n'ont pas encore pu être effectuées. Le laboratoire a été sollicité le 02 septembre 2025 et a effectué une visite des installations début septembre concomitamment à l'obtention de son agrément pour ce type de prélèvement. Le matériel spécifique, nécessaire à ces prélèvements, n'a pas été reçu à temps par le laboratoire pour permettre un prélèvement avant la fin novembre (date des derniers essais de traitement réalisés). L'exploitant a présenté des justificatifs de sa demande auprès du laboratoire et un courrier du laboratoire confirmant l'attente de réception du matériel.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de réaliser lors des prochains essais la campagne de prélèvement et d'analyse des substances per et polyfluoroalkylées dans les émissions atmosphériques de l'installation en respectant les dispositions techniques des articles 2, 3 et 4 de l'arrêté ministériel du 31 octobre 2024 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les émissions atmosphériques des installations d'incinération, de co-incinération et d'autres traitements thermiques de déchets.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois